



ENJEUX DE LA FORMALISATION DES ACTIVITES INFORMELLE DES TRES PETITES ENTREPRISES (TPE) DANS LE MONDE RURAL DE MADAGASCAR

RANDRIALAHAMADY Solo Nirina ⁽¹⁾, **RAHERIVELO Floris** ⁽²⁾ **BELA Christian** ⁽³⁾,
RADIMILAHY Manana Asidy ⁽⁴⁾, **BEZAFY Paulin** ⁽⁵⁾, **JAONARY Josa Augustina** ⁽⁶⁾

^{1,3} Enseignant-Chercheur à la faculté de droit, des sciences économiques, de gestion et de mathématique,
informatiques et applications, Université de Toamasina, Madagascar

^{2,4} Doctorant à l'Université de Toamasina, Madagascar

⁵ Enseignant chercheur à l'Université d'Antsiranana, Madagascar

⁶ Enseignant chercheur à l'Université de Mahajanga, Madagascar

Résumé : Dans la plupart des pays en développement, le secteur informel est un élément incontournable de la vie des populations, en particulier dans les zones rurales. Favorisé par divers paramètres socio-économiques, l'informel touche le secteur commercial et les Très Petites Entreprises (TPE) plus que tout autre secteur à Madagascar. L'objectif de cet article est d'évaluer les enjeux de la formalisation du secteur informel à Madagascar, à travers le cas des TPE en milieu rural. Pour ce faire, environ deux cents (200) TPE dans deux régions de Madagascar ont été interviewés. Les résultats ont permis de faire les constats suivants. (i) Une grande partie des TPE interrogées sont encore dans le secteur informel (environ 73%). Ces derniers sont principalement dans le secteur du commerce et étaient auparavant des commerçants itinérants. Parmi eux, la plupart ont un faible niveau d'éducation, n'ayant jamais été à l'école (69%). (ii) L'ignorance, l'extrême pauvreté, la lourdeur des procédures et la question de la responsabilité du gouvernement sont des facteurs déterminants dans la prédominance des activités informelles. De plus, l'inefficacité et/ou l'inexistence de programmes de sensibilisation dans ce domaine renforcent cette prédominance. (iii) Malgré leur impact négatif sur la fiscalité, les activités informelles constituent parfois la seule solution pour l'emploi et améliorent la situation de pauvreté d'un grand nombre de ménages. Dans cette optique, le processus de formalisation à Madagascar devient de plus en plus complexe et vulnérable, surtout en milieu rural. Pour un meilleur résultat, la formalisation des TPE nécessite la cohérence des stratégies gouvernementales avec le contexte rural d'une part, et la prise en compte de l'ampleur de la pauvreté ainsi que de la vulnérabilité de la population d'autre part.

Mots clés : formalisation, activités informelles, TPE, Madagascar.

Abstract : In most developing countries, the informal sector is an essential part of people's lives, particularly in rural areas. Favored by various socio-economic parameters, the informal sector affects the commercial sector and Very Small Enterprises (VSEs) more than any other sector in Madagascar. The aim of this article is to assess the challenges of formalizing the informal sector in Madagascar, through the case of VSEs in rural areas. To this end, around two hundred (200) MSEs in two regions of Madagascar were interviewed. The results revealed the following. (i) A large proportion of the MSEs interviewed are still in the informal sector (around 73%). The latter are mainly in the trade sector and were previously itinerant traders. Most of them have a low level of education, having never been to school (69%). (ii) Ignorance, extreme poverty, cumbersome procedures and the question of government accountability are determining factors in the predominance of informal activities. In addition, the ineffectiveness and/or non-existence of awareness-raising programs in this area reinforce this predominance. (iii) Despite their negative impact on taxation, informal activities are sometimes the only solution for employment and improve the poverty situation of a large number of households. With this in mind, the formalization process in Madagascar is becoming increasingly complex and vulnerable, especially in rural areas. For best results, the formalization of MSEs requires government strategies to be consistent with the rural context on the one hand, and to take into account the extent of poverty and the vulnerability of the population on the other.

Key words: formalization, informal activities, MSEs, Madagascar.

Digital Object Identifier (DOI): <https://doi.org/10.5281/zenodo.8094883>

1. Introduction

Phénomène naissant à partir du 20^{ème} siècle, le secteur informel s'est vite répandue et affecte presque toute l'économie du monde entier. Cette prolifération concerne plus les pays pauvres que les développés. Dans ces premiers, les activités informelles constituent comme base de l'économie du monde rural et s'attire beaucoup nombres des Très Petites Entreprises (TPEs) locales à Madagascar. Extrêmement pauvre (plus de 70% de la population consomme moins de deux dollars par jour), ce pays a due male de trouver des pistes pour rompre son cercle vicieux de pauvreté. La formalisation des activités économiques figure parmi les pistes de solution définit par le gouvernement afin d'augmenter les ressources financières de l'Etat. Pourtant, les stratégies adoptées n'avaient jamais atteint leur objectif compte tenu des enjeux liées à la formalisation dans le monde rural de Madagascar. Alors, quels en sont ces enjeux ? Et quels perspectives doit-on proposer pour le cas de Madagascar, dans la politique de formalisation vue la prolifération du secteur ? En effet, l'objectif de cet article est d'évaluer les enjeux de la formalisation du secteur informel à Madagascar via le cas des TPEs dans les zones ruraux.

2. Matériels

2.1. Contexte des entreprises et le secteur informel à Madagascar

2.1.1. Classification des entreprises

A Madagascar, chaque créateur d'entreprise est libre de choisir la forme juridique de l'entreprise qui lui convient. C'est-à-dire que la taille de l'entreprise n'est pas une contrainte à sa forme juridique. Pourtant, on constate que la majorité des PME malgaches sont des entreprises individuelles. Les entreprises individuelles occupent une grande partie de la forme juridique des entreprises à Madagascar. Elles sont de 40% pour les grandes entreprises, 91% (Ministère de l'économie, des Finances et du Budget, 2006) pour les PME, et 99% pour les micros entreprises. Le tableau suivant nous donne cette proportion.

2.1.2. Réformes au profit des entreprises

L'Etat a manifesté sa volonté politique visant à libérer l'économie depuis 1990, sous l'impulsion de la politique d'ajustement structurelle, tout en visant un bon partenariat avec le secteur privé. De nombreuses réformes ont été lancées et sont actuellement opérationnelles, à savoir : l'adoption de loi sur les investissements (lois N° 2007-036 du 14 Janvier 2008) et la mise en place de l'Economic Development Board of Madagascar ou EDBM (créée par le décret N°2006/382 du 31 Mai 2006, qui a été modifié et complété par le décret N° 2008 -1245).

2.1.3. Situation du secteur informel depuis 2010

Le secteur informel est un considérable pourvoyeur d'emplois. Après les crises politiques encourues par le pays, le poids de la production de ce secteur reste un enjeu de première taille. En effet au dernier trimestre 2012, le nombre d'unité de production individuelle (UPI) hors agriculture, élevage, chasse et pêche à Madagascar est estimé à 2 282 500 unités, employant 3 312 00 personnes dans les branches marchandes (ENMPSI 2013). La quasi-totalité, soit 99,9 % des UPI sont classées comme unités de production informelles, c'est-à-dire soit ne possédant pas de numéro statistique, soit ne tenant pas de comptabilité écrite ayant une valeur

Selon le rapport de l'Institut National de la Statistique (INSTAT), le nombre de personnes travaillant dans le secteur informel a augmenté de 20% entre 2008 et 2013. La principale cause de cet accroissement est la difficulté dans la création d'emplois formels mais il y a aussi l'effet provoqué par le ralentissement de l'économie du pays dû à la crise politique. De plus, « le taux de personnes travaillant dans le secteur informel atteint en 2014 les 80%, contre 60% en 2008. En tout cas, la ruée vers le secteur informel est le seul recours pour la plupart des Malgaches pour faire face à la crise qui a sévi dans le pays. À part le commerce, le domaine de l'agriculture et de l'élevage relèvent le taux le plus élevé de cette ruée vers les emplois informels. Toutefois,

le secteur informel engendre un faible revenu, comparé aux emplois formels », a expliqué le Directeur Général de l'INSTAT (2014).

2.3. Méthode

Pour réaliser ce travail, nous avons adopté trois approches suivantes. (i) La première consiste à réaliser la documentation auprès des centres de documentations, ainsi que de services concernés, tels que l'INSTAT, le Ministère de l'économie et du plan, le Ministère de Finances et du budget et le ministère du commerce et de l'industrie. Cela nous a fournies des informations quantitatives et qualitatives officielles concernant le sujet traité. (ii) La seconde est la réalisation d'un enquête et entretiens transversal auprès des entreprises concernées par le problème des activités informelles. Dans ce cas, environs deux-cent (200) Très Petites Entreprises dans deux régions de Madagascar (dont Alaotra-Mangoro et Atsinanana) ont été interviewés. Cette méthode nous a permis de se rapprocher nos résultats au contexte réel (attitude et comportement) où vit la population cible. (iii) La dernière étape concerne l'exploitation des informations recueillies. Il s'agit de méthode de traitement et d'analyse des données quantitatives. Pour y parvenir, le Windows Word, Excel et SPSS (version 20) ont été utilisés.

3. Résultats

Consacré à la présentation de l'ensemble des résultats obtenus, cette partie va nous donner une aperçue plus pratique sur la réalité des enjeux à la formalisation des activités informelle dans le monde rurale de Madagascar. Notons bien que la population ciblée est la Très petite entreprise.

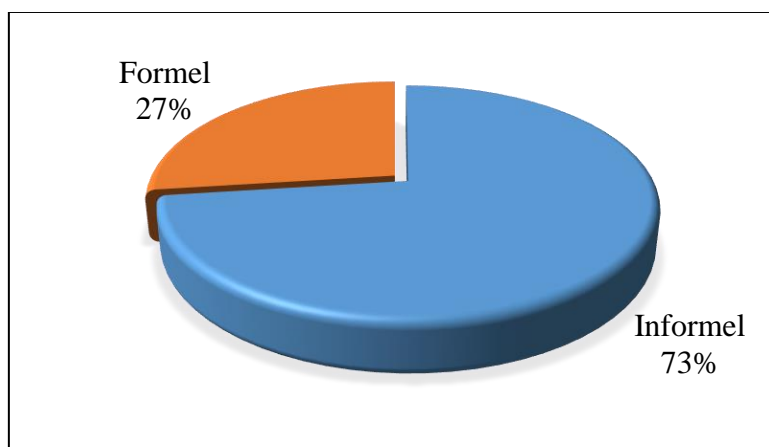
Tableau 1. Type d'activité des TPEs

Activité	Commerce	Artisanat	Pêche	Autres	Total
Effectif	130	28	24	18	200
Proportion	65%	14%	12%	9%	100%

Source : Auteur, 2020

Cette illustration montre que les entreprises enquêtés sont majoritairement dans le secteur du commerce et précédemment avaient été des commerçants ambulants (selon l'entretien). En effet, environ 65% sont des commerçants, 14% sont des artisans, 24% dans l'activité de pêche et 18% pour autres secteurs.

Graphique 1. Situation des entreprises



Source : Auteur, 2020

Dans le monde rurale de Madagascar, si on prend le cas des TPEs, leur grande partie (environ 73%) sont dans le secteur informel, contre 27% seulement exerce des activités formelles. Ce graphique révèle que le secteur informel se prédomine, surtout dans le monde rural à Madagascar.

Tableau 2. Niveau de scolarité du chef d'entreprise

Niveau	Non scolarisé	Primaire	Secondaire	Universitaire	Total
Effectif	138	34	24	4	200
Proportion	69%	17%	12%	2%	100%

Source : Auteur, 2020

Nos résultats montrent que la plupart des chefs de l'entreprise ont un faible niveau de scolarité, certains n'ont jamais été à l'école. Sur les 200 chefs d'entreprises entretenues, environ 69% sont non scolarisés, 17% passaient en niveau primaire, 12% pour le niveau secondaire et seulement 2% ont pu passer au niveau universitaire.

Tableau 3. Niveau de connaissance de processus de formalisation des activités

Connaissance	Ne connais rien	Peu de connaissance	Bonne connaissance	Total
Effectif	110	56	34	200
Proportion	55%	28%	17%	100%

Source : Auteur, 2020

Une grande partie des enquêtés ont confirmé de n'est rien connaît sur le processus de formalisation. Seulement 34 sur 200 TPEs ont une bonne connaissance en la matière.

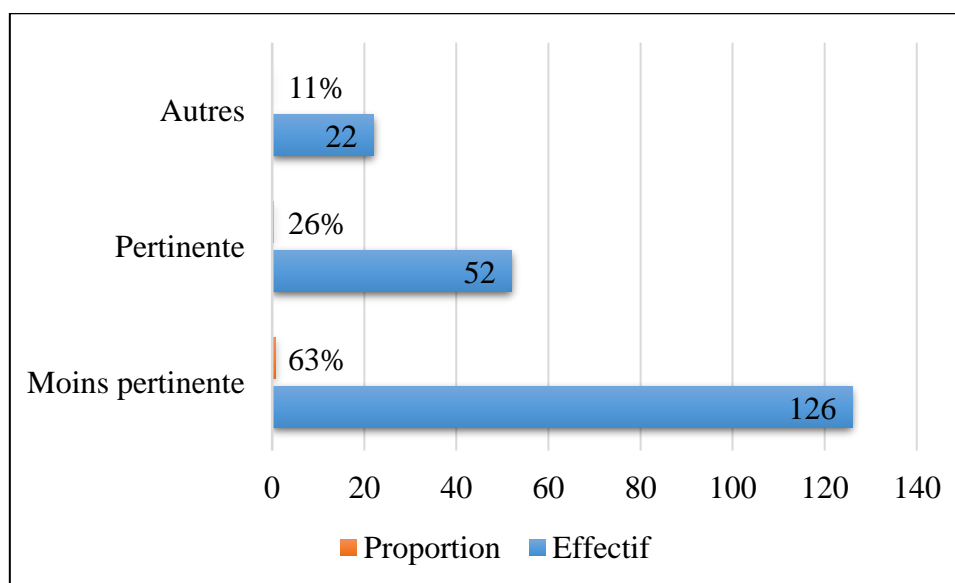
Tableau 4. Facteur déterminant de la prolifération du secteur informel

Facteur	Ignorance	Pauvreté extrême	Lourdeur des procédures	Question de redevabilité	Total
Effectif	94	40	30	36	200
Proportion	47%	20%	15%	18%	100%

Source : Auteur, 2020

La réponse concernant les facteurs déterminants de la prolifération des activités informelles varie d'un enquêté à l'autre. Mais en général, l'ignorance, la pauvreté extrême, la lourdeur des procédures et la question de redevabilité de l'Etat constituent comme les principaux motifs de cette prolifération, dans le monde rural.

Graphique 2. Pertinence des actions menées par l'autorité pour la formalisation



Source : Auteur, 2020

Ce graphique montre que la population ciblée de cette étude pense que les actions et stratégies menées par l'autorité ne sont pas assez pertinentes (affirmé par 63%). Environ un quart de leur totalité a répondu le cas contraire.

4. Discussion

4.1. Secteur informel, un phénomène répandu et concerne une grande partie des petites entreprises

Pour l'essentiel, la majorité des TPE à Madagascar opèrent dans le secteur du commerce (Tableau 1). Le milieu rural malgache abritant la majorité de la population (environ 75%), le secteur informel est plus visible en milieu rural qu'en milieu urbain, si l'on tient compte de la part du commerce. Dans l'environnement des affaires à Madagascar, les TPE et PME sont de plus en plus dominantes. Outre la pauvreté, la difficulté de créer une entreprise formelle dans le pays explique également l'informalité des activités dans certaines zones. En milieu rural, les TPE ont tendance à fuir le système fiscal et à rejoindre le secteur informel (graphique 1).

En Afrique, la majorité de la population active travaille dans l'économie informelle. On estime que près de 9 travailleurs ruraux et urbains sur 10 ont un emploi informel. La plupart d'entre eux sont des femmes et des jeunes, qui n'ont d'autre choix que l'économie informelle pour survivre et gagner leur vie. Selon les statistiques de l'OIT, 60 à 90 % de la population active en Afrique est employée dans l'économie informelle. En Afrique subsaharienne, 84 % des femmes travaillant dans le secteur non agricole sont employées dans le secteur informel, contre 63 % des hommes travaillant dans le secteur non agricole.

À Madagascar, de 1995 à nos jours, le nombre d'unités individuelles de production (UPI) n'a cessé d'augmenter, passant de 1 603 UPI non agricoles en 1995 à 1 924 en 1998. Il a atteint 2 282 500 unités en 2012, entraînant avec lui plus de 3 312 00 personnes employées dans le secteur marchand, et ce chiffre continue d'augmenter : en 2014, la proportion de personnes travaillant dans le secteur informel a atteint 80 %, contre 60 % en 2008.

4.2. Facteurs déterminants de l'informalité de TPE et enjeux de leur formalisation

Outre le faible niveau de scolarisation des chefs d'entreprise, la prolifération des activités des TPE peut également s'expliquer par l'extrême pauvreté de la majorité de la population, la lourdeur des procédures de formalisation à Madagascar, et la question de la redevabilité des services publics vis-à-vis des contribuables. Comme le montrent nos résultats, la majorité des chefs d'entreprise interrogés n'ont jamais été scolarisés, et seule une faible proportion d'entre eux connaît l'environnement de la formalisation à Madagascar (tableaux 2 et 3). Ainsi, l'Etat a bien une part de responsabilité dans la domination des activités commerciales, quelle que soit leur taille. En général, les actions menées et les stratégies adoptées par les autorités n'ont jamais

atteint leurs objectifs. Parfois, il n'existe pas de politique spécifiquement destinée aux TPE. Des programmes de sensibilisation inefficaces et/ou inexistantes sur l'importance de la formalisation fiscale (figure 2). En réalité, l'Etat perd de plus en plus de crédibilité auprès des contribuables, car la plupart du temps, la population n'est pas en mesure de voir ce que les pouvoirs publics payent, surtout au niveau central.

L'ignorance, souvent due à un faible niveau d'éducation, est la plus grande contrainte à la formalisation dans le monde rural, suivie par l'insécurité sociale. L'une des principales raisons de l'émergence du secteur informel réside dans le manque de qualification des personnes. En effet, seules les personnes ayant un niveau de connaissances élevé sont en mesure de trouver un emploi dans le monde urbain. Cette condition conduit les migrants du secteur rural à rester dans le secteur informel afin de survivre dans le monde urbain et de pouvoir y rester. L'amélioration du niveau du capital humain nécessite non seulement une détermination individuelle, mais aussi une prise de responsabilité de la part de l'État. Cela passe par l'éducation et/ou la formation. Outre le savoir, l'insécurité sociale est une contrainte dans le secteur informel. Dans la plupart des pays africains, où règne l'instabilité politique, les entreprises multinationales qui fournissent des emplois dans le monde urbain ont beaucoup de mal à rivaliser avec leurs homologues basées dans des pays où l'environnement politique est sûr. A titre d'exemple, la crise politique de 2002 a conduit la plupart des entreprises des "zones franches" à fermer leurs portes pour des raisons de manque de compétitivité : la coupure continue de l'électricité a réduit le niveau de la production réalisée, et la dépréciation de la monnaie a entraîné la nécessité de payer beaucoup plus cher les importations qui, dans la plupart des cas, et en particulier pour les entreprises textiles, constituent les principales matières premières de la production. En effet, le départ de ces unités de production est un mal social. Ce fait s'explique par l'augmentation du taux de chômage mais aussi par le commerce ambulancier.

4.3. Perspectives à la formalisation des TPE à Madagascar

Comme le montrent nos résultats, la grande majorité des TPE en milieu rural consacrent leur force de travail à une activité commerciale (le plus souvent informelle). Cela signifie que leur principale source de revenus dépend du secteur informel. Parfois, le secteur informel absorbe une grande partie du chômage, car il est facile de créer une entreprise sans payer d'impôts. Dans ce contexte, le processus de formalisation à Madagascar devient de plus en plus complexe et vulnérable, en particulier dans les zones rurales. Pour obtenir de meilleurs résultats, la formalisation des TPE nécessite que les stratégies du gouvernement soient cohérentes avec le

contexte rural, d'une part, et la prise en compte de l'ampleur de la pauvreté et de la vulnérabilité de la population, d'autre part.

Malgré la précarité du marché du travail à Madagascar, il nous semble nécessaire de formuler quelques recommandations. L'objectif est d'éliminer complètement le sous-emploi et le chômage prolongé. Pour ce faire, l'accent de notre proposition sera mis sur le développement de l'emploi salarié, à travers l'appui au développement et à la compétitivité des entreprises pour créer des emplois décents. Un travail décent apporte de l'argent aux individus et à leurs familles, qu'ils peuvent dépenser dans l'économie locale. Leur pouvoir d'achat alimente la croissance et la création d'entreprises durables, en particulier de petites entreprises, qui sont à leur tour en mesure d'embaucher et d'améliorer les salaires et les conditions de travail des travailleurs. Il augmente les recettes fiscales des gouvernements, qui peuvent alors financer des mesures sociales pour protéger les personnes qui ne trouvent pas d'emploi ou ne peuvent pas travailler. La stratégie de développement des TPE et PME, qui est au cœur de la stratégie de compétitivité de l'économie malgache.

Pour résoudre le problème du chômage et de l'emploi, nous avons identifié les axes stratégiques suivants. Ceux-ci porteront sur la prise d'initiative de l'Etat pour : (i) lever les contraintes institutionnelles qui entravent l'émergence des entreprises, principalement celles relatives aux infrastructures, à l'environnement des affaires, à l'accès aux marchés et à l'accès au financement ; et (ii) promouvoir la création de pôles de croissance parallèlement à la politique de développement des chaînes de valeur, afin d'assurer autant que possible une large répartition des pôles de croissance régionaux sur l'ensemble du territoire. Pour que la mise en œuvre des deux axes susmentionnés ait un plein impact sur l'emploi, le gouvernement s'efforcera de créer autour des PME et des entreprises privées en général un environnement général favorable à la création d'emplois.

5. Conclusion

Cet article met en lumière le problème de la formalisation des activités des très petites entreprises (TPE) en milieu rural à Madagascar. Dans ce pays, ce secteur est parfois la cause et la conséquence de la pauvreté. En réalité, les TPE sont le plus souvent informels, mais elles assurent la survie de la population rurale malgache. Cependant, le besoin de formalisation est incontestable et s'explique par la nécessité d'alimenter les caisses de l'Etat. Mais cela reste un défi majeur et parfois compliqué pour le gouvernement. Cette complexité est surtout visible dans les zones rurales.

À Madagascar, les défis de la formalisation des TPE s'expliquent par : (i) le faible niveau d'éducation de la majorité des entrepreneurs ; (ii) l'extrême pauvreté qui se traduit par le problème du chômage (surtout pour les jeunes) ; et (iii) la non pertinence des actions menées et des stratégies adoptées dans le cadre de la formalisation.

Pour résoudre ce problème, un certain nombre de points saillants ont été proposés pour tenir compte des réalités du monde rural. Il s'agit de : lever les contraintes institutionnelles qui freinent l'émergence des entreprises, favoriser la création de pôles de croissance en parallèle à la politique de développement sectoriel. Cependant, la formalisation des TPE doit s'appuyer non seulement sur l'environnement entrepreneurial et la fiscalité, mais aussi sur l'attitude et le comportement de la population rurale, qui représente la majorité démographique.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- [1] ARMINGTON Paul., 1969, "A theory of demand for product distinguished by place of production" IMF Staff Paper, 390 pages
- [2] BIT., 1993a, Statistiques de l'emploi dans le secteur informel, Rapport pour la XVème Conférence Internationale des Statisticiens du Travail, Genève 19-28 Janvier 1993, BIT.
- [3] HCCI, 2008, Proposition pour favoriser le développement des PME Africain, Mars 2008
- [4] LEWIS A., 1954, "Economic Development with Unlimited Supplies of Labour", Manchester School of Economic and Social Studies, Vol.22, N°2, 311 pages.
- [5] Ministère de l'Economie, des Finances et du Budget; Arrêté n° 027/2005 du 11 janvier 2005
- [6] Olivier TORRES, « Du rôle et de l'importance de la proximité dans la spécificité de gestion des PME»
- [7] Philippe FREMEAUX, Alternatives Economiques n° 122, Décembre 1994
- [8] Robert PAPIN, Stratégie pour la création d'entreprise, 11e édition, Dunod, 2005, p 80.